

Déclaration de solidarité

ARIANE ÉMOND

Les oiseaux appellent le printemps. Je vous rappelle aussi l'image utilisée par l'un de nos conférenciers qui disait que les enseignants sont des porteurs de culture; ils sont aussi de belles outardes. Vous avez tous reçu la Déclaration de solidarité. J'inviterai maintenant Denise Boucher, troisième vice-présidente de la CSN, à vous en faire la lecture. Riccardo Petrella qui l'a lue a dit: «Ah! que c'est beau! Je vais m'en servir.»

DENISE BOUCHER

Je me disais tout à l'heure que la plus belle chose qui pouvait nous arriver au Québec, c'est de recevoir le deuxième Sommet des peuples. Cela nous permet de réfléchir, de nous former, de nous ouvrir au monde et aussi de nous solidariser. Pourquoi? Si ce sommet avait eu lieu en Colombie-Britannique, probablement que les médias l'auraient moins couvert, peut-être que la CSN aurait moins investi à former ses membres. Peut-être que les fédérations de la CSN ne se seraient pas, elles aussi, investies à découvrir ce monde nouveau qui se construit sous nos pieds sans qu'on n'en voit la couleur. Les colloques sont de magnifiques espaces de rencontre, car la liberté d'expression y est à l'honneur. Cet événement nous a permis de nous laisser aller à toutes nos réflexions, librement. Riccardo Petrella nous disait hier qu'il faudrait, dans notre déclaration, inscrire quatre éléments. Il disait: «*Nous ne*

sommes pas des ressources humaines, nous ne voulons ni compétitivité ni marchandisation en éducation et nous ne sommes pas de celles ou de ceux qui acceptent l'inégalité d'accès à la citoyenneté. » En effet, je suis heureuse d'apprendre qu'il est content de notre déclaration. Je vous en fais la lecture au nom de la CSN et de la FNEEQ.

DÉCLARATION DE SOLIDARITÉ

Des Amériques solidaires pour le droit à l'éducation

Nous réaffirmons que l'éducation est un droit primordial qui engage la responsabilité des États. Ceux-ci doivent fournir des services d'éducation et de formation accessibles à tous. L'éducation est le ciment de la solidarité sociale, le véhicule des valeurs collectives et la base d'une culture commune pour les nations.

Nous sommes des travailleuses et des travailleurs de l'éducation qui œuvrons partout en première ligne pour la promotion du droit à une éducation de qualité, gratuite, et ce tout au long de la vie.

Nous nous opposons vigoureusement à toute ingérence des firmes transnationales dans l'organisation de la vie collective de nos sociétés.

Nous dénonçons les gouvernements néolibéraux qui visent à réduire l'éducation à des fins utilitaristes et commerciales.

L'éducation n'est pas une marchandise ni un commerce, encore moins un privilège; c'est une nécessité pour le développement de la citoyenneté et l'émancipation des personnes.

Nous revendiquons que les États garantissent le plein financement public de l'éducation du préscolaire à l'université.

Nous revendiquons que les États fassent la promotion de la culture des peuples et des nations dans leur diversité et la protègent contre toute uniformisation de la culture marchande dominante.

Nous revendiquons que les États reconnaissent le rôle déterminant des diverses composantes de la société civile en toute transparence démocratique dans les processus de décision publics.

Nous nous engageons à défendre les travailleuses et les travailleurs dont les droits sont bafoués par les gouvernements et les grandes entreprises.

Nous nous engageons à renforcer la solidarité avec toutes les organisations syndicales sur le plan international et sur le plan continental, ainsi qu'avec toutes celles et tous ceux qui luttent pour les droits sociaux, en particulier le droit à une éducation publique de qualité.